



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE VILLE DE CARCASSONNE

ARRÊTÉ

N° : 2026-0394

Service :
Pôle Ressources

**PORTANT AUTORISATION DE POURSUITE D'ACTIVITÉ D'UN
ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC
LIDL (GOUGENS)
CODE : 796**

Le Maire de la Ville de Carcassonne, Chef-lieu du Département de l'Aude ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 et L. 2212-2,
VU le Code de la Construction et de l'Habitation, articles R 123-1 à R 123-55, R 152-4 et R 152-5, notamment son article R 123-48,
VU l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP),
VU le règlement de sécurité annexé à l'arrêté du 25 juin 1980 modifié
VU l'arrêté du 22 décembre 1981 modifié portant approbation des dispositions particulières du type M (Magasins et centres commerciaux).
VU la visite périodique de la Commission Incendie et Panique dans l'arrondissement de Carcassonne qui s'est déroulée **le 6 août 2026**
VU le procès-verbal de la Commission Incendie et Panique dans l'arrondissement de Carcassonne qui s'est réunie **le 28 août 2026**

ARRÊTE

Article 1 :

L'établissement dénommé " **LIDL (Gougens)** " sis Avenue Claude Bernard à CARCASSONNE, classé dans la **3^{ème} catégorie du type : M**, dont l'effectif total autorisé est de **360 personnes** (Public : 350 personnes - Personnel : 10 personnes), est autorisé à poursuivre son activité.
Suite à la mise à jour du calcul de l'effectif par l'arrêté du 13 juin 2017 pour les ERP de type M, passant de 2 personnes /3m² à 1 personne/3m², cet établissement relève désormais des ERP de 3^{ème} catégorie.

Article 2 :

Les prescriptions ci-après devront être réalisées sans délai :

Prescriptions nouvelles :

1. Réparer la crémone pompier du 2^{ème} vantail de l'issue de secours côté Sud (CO 45).
2. Déposer une Autorisation de Travaux en régularisation administrative pour la modification des caisses, et fournir un Rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux (RVRAT) relatifs à ces travaux (R.143-22 du CCH et GE7).

Prescriptions permanentes :

1. Former et instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et sur la manipulation des moyens d'extinction (MS 48).
2. Assurer la vacuité des circulations, des dégagements et des issues de secours de tout objet pouvant entraver l'évacuation du public (CO 35).

Article 3 :

Le présent arrêté prendra effet à compter de sa notification au responsable de l'établissement soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 4 :

MM le Directeur Général des Services de la mairie de CARCASSONNE, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de CARCASSONNE, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise :

- Au Préfet de l'AUDE
- Au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'AUDE
- Au Secrétariat de la Commission Incendie et Panique dans l'arrondissement de Carcassonne

Cet arrêté sera publié par voie électronique sur le site de la Ville.

Fait à Carcassonne, à l'hôtel de Ville.

Le 2 septembre 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211100698-20260902-33743-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/09/2026
Publication : 15/09/2026

Le Conseiller Municipal Délégué,
Philippe MARTY



Conformément à l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant auprès de la collectivité signataire du présent document.